



RAPPORT D'ACTIVITÉ

Adopté par la Commission exécutive du 29 juin 2023

(Ce rapport n'est pas amendable)

PRÉAMBULE

Notre 11^e congrès s'est tenu du 7 au 13 mars 2017, à Bordeaux. Le 12^e aurait dû se tenir du 11 au 15 mai 2020, à Saint-Malo.

En janvier 2018, Édouard Philippe, alors Premier ministre, et son gouvernement augmentent la CSG de 1,7 point pour les retraité-es qui dépassent les 1 200 € de pension. Cela en plus du blocage des pensions qui dure depuis déjà 4 ans. 60 % de retraité-es sont concerné-es par ces baisses de pensions qui vont de 40 à 75 €/mois. L'UCR-CGT lance une grande campagne de mobilisation, avec débats, distributions de tracts et manifestations. Le 1^{er} octobre 2017, répondant à un appel unitaire, 250 délégués, venus de la quasi-totalité des départements, se retrouvent à la bourse du travail de Paris, avant de partir à l'Assemblée nationale. Le 15 mars 2018, plus de 200 000 retraité-es se sont rassemblé-es dans toute la France et plus de 500 000 cartes pétitions ont été adressées au gouvernement.

Janvier et février 2019, une épidémie venue d'Asie, plus exactement de Chine, et qui nous a été présentée comme inoffensive, affecte gravement la vie du pays et notre activité.

Cette épidémie a montré combien la gestion capitaliste a été néfaste pour notre système de santé. Mais elle a aussi montré combien sont justes nos revendications contre la casse de notre Sécurité sociale, car c'est bien elle qui a financé la crise sanitaire. Le 17 mars 2020, nous étions assignés à nos domiciles, avec des restrictions de sorties, des contraintes de circulation et ce jusqu'au 11 mai 2020. Nous n'avons eu de cesse, pendant toute cette période, d'exiger du gouvernement qu'il donne des moyens aux services de la santé, que ce soit en matériel et en effectifs, plutôt que d'essayer d'opposer les actif-ves aux retraité-es, sur le manque de masques ou de vaccins. Incontestablement, cette période nous a handicapés.

Dans cette période difficile, l'UCR-CGT avait cependant préparé la tenue de son 12^e congrès. Un document d'orientation et un bilan d'activité avaient été adoptés par la Commission exécutive du 13 février 2020, complétés par un additif au document d'orientation adopté par la CE le 3 septembre 2020. L'UCR-CGT a donc été obligé de repousser une première fois le congrès, mais une deuxième période de confinement du 30 octobre au 15 décembre 2020 n'a pas permis sa tenue. Il a fallu s'adapter: réunions téléphonées, puis en visioconférence.

Il est apparu alors indispensable de réunir les organisations de l'UCR-CGT pour établir un plan de travail et élire une nouvelle direction de l'UCR-CGT jusqu'au prochain congrès. Décision

a été prise de convoquer un Comité général de l'UCR-CGT le 16 mars 2021.

Au terme du Comité général, avec une UCR-CGT rassemblée, déterminée, consciente des enjeux, une feuille de route a été adoptée, qui met en avant notre triptyque revendicatif: augmentation des pensions, Sécurité sociale intégrale, services publics. Des actions unitaires sont proposées pour aller à la rencontre des retraité-es: rassemblements devant les préfectures pour l'augmentation des pensions, devant les Carsat¹ pour le retour des bulletins de pensions papier; visites aux député-es dans leur permanence pour de véritables services publics, avec du personnel, des guichets ouverts et accueillants. Cette activité revendicative CGT et unitaire a permis de conclure l'année 2021 sur une belle et grande manifestation à Paris, le 2 décembre.

Ainsi, l'UCR-CGT et ses organisations ont su s'adapter aux conditions difficiles de la pandémie et poursuivre l'action pour les revendications des retraité-es. Plus récemment, l'agression de l'Ukraine par la Russie et la guerre qui se poursuit plus d'un an après ont de lourdes conséquences pour les populations d'Ukraine, en premier lieu, et sur l'économie des pays européens. Peut-être n'avons-nous pas été assez réactifs pour exiger la fin du conflit et l'établissement de la paix dans cette région d'Europe. D'autant que d'autres conflits meurtriers frappent les peuples d'Afrique notamment.

Les groupes de travail, mis en place à la suite du Comité général, ont nourri un développement très dynamique de nos actions en 2021 et 2022, tant sur le plan revendicatif que sur celui de la communication et de la vie syndicale, en particulier avec la double campagne de renforcement et d'abonnement à notre magazine *Vie nouvelle*.

En 2023, au lendemain de la réélection d'Émanuel Macron, le climat social est marqué par un mouvement de protestation et de revendication d'ampleur inédite. La mobilisation contre la réforme des retraites n'a pas faibli, malgré la pression médiatique et les violences. Elle entraîne des millions de salarié-es, de jeunes, de retraité-es, syndiqué-es et non syndiqué-es, sur des revendications qui, au-delà de la réforme des retraites, concernent la diversité des maux de notre société. Cette situation constitue, une opportunité décisive pour le développement de l'action et du renforcement de l'UCR-CGT.

1. Caisse d'assurance retraite et de santé au travail

I – L’UCR-CGT AU CŒUR DES ENJEUX DE NOTRE SOCIÉTÉ

La crise du système capitaliste s’est aggravée considérablement. Salarié-es et retraité-es, partout dans le monde, sont sommés de faire des efforts pour satisfaire les exigences du capital. En France, les retraité-es sont traité-es d’égoïstes et de nanti-es par le gouvernement et le patronat, contrairement à la réalité de leurs conditions de vie et de leur investissement dans la société.

Progression de l’extrême-droite et tentatives de coups d’État dans le monde, mise en place de gouvernements autoritaires qui s’attaquent aux libertés, recul des droits des femmes, migrant-es rejeté-es par les pays « riches », et maintenant l’escalade guerrière au cœur de l’Europe et le risque d’embrasement mondial : la paix doit être au centre de nos combats.

Les retraité-es ont consacré leur vie de travail à produire des richesses pour notre pays. Ils et elles sont actif-ves dans la vie associative, municipale, culturelle, ils et elles sont aidant-es, gardent leurs petits-enfants, soutiennent leur famille.

Ils et elles sont des piliers incontournables de notre société. Et notre système de retraite par répartition, assis sur le travail et les cotisations sociales, les a sortis de la misère et de l’indigence. Ils et elles ne sont plus à la charge de leur famille.

Nous avons engagé une démarche revendicative offensive pour une juste répartition des richesses créées, pour une société plus solidaire, intergénérationnelle, fraternelle.

II - RECONNAISSANCE DU SYNDICALISME SPÉCIFIQUE DES RETRAITÉ-ES

La place du syndicalisme spécifique des retraités s’est renforcée dans la CGT, en favorisant des solidarités intergénérationnelles, dans les professions et sur tout le territoire. Cela a permis d’inscrire les actions de l’UCR-CGT dans le calendrier revendicatif confédéral. Une coopération étroite s’est établie entre les commissions de travail de l’UCR-CGT et celles de la confédération.

Les nombreuses actions menées par les retraité-es, notamment la lutte contre la hausse de la CSG, ont permis une reconnaissance du rôle des retraité-es à l’échelle nationale. Elle s’est vérifiée en particulier dans l’attention portée par les médias aux revendications des retraité-es.

Cette force revendicative de l’UCR-CGT, s’appuyant sur les besoins et des propositions CGT d’action et de mobilisation, a permis l’unité des 9 organisations de retraité-es à nombre de nos appels à la mobilisation.

III – NOTRE DÉMARCHE REVENDICATIVE

Notre UCR-CGT s’est attachée à prendre en compte les besoins et aspirations des retraité-es et à porter les propositions revendicatives de la CGT.

À partir des besoins des retraité-es et de notre triptyque : augmentation des pensions, Sécurité sociale intégrale, services publics, nous avons appelé à de nombreuses actions. L’espace Revendicatif s’est attaché à poursuivre et

à amplifier cette démarche. Plusieurs rencontres avec des espaces confédéraux ont eu lieu et ont abouti, par exemple, à la note économique confédérale : « Non, les retraité-es ne sont pas des privilégié-es ».

Plusieurs affiches ont été conçues par l’espace Revendicatif, sur le triptyque : augmentation des pensions, Sécurité sociale intégrale, services publics.

L’espace Revendicatif s’est réuni toutes les 3 semaines et a produit des argumentaires et des tracts grand public pour les militant-es : sur la fiscalité, la « revalorisation » des pensions depuis plusieurs années, les retraites complémentaires Agirc-Arrco, sur la reconquête des services publics, sur la cotisation comme fondement de la Sécurité sociale, sur la création artificielle du déficit des comptes de la Sécurité sociale, sur le transfert de la dette sociale vers la CADES¹.

Cinq collectifs de travail ont été mis en place ou reconduits par l’espace Revendicatif :

- Pouvoir d’achat, pensions, niveau de vie, fiscalité ;
- Sécurité sociale, santé, autonomie, complémentaire santé ;
- Services publics ;
- Femmes retraitées ;
- Territoires, notre action dans les CDCA² et les CDMCA³

1. Caisse d’amortissement de la dette sociale

2. Conseil départementale de la citoyenneté et de l’autonomie

3. Conseil départementale métropolitain de la citoyenneté et de l’autonomie



Consultation nationale de l'Union confédérale des retraités CGT

janvier à avril 2022

Bulletin
de pension

De quoi ai-je besoin pour vivre dignement ?

la
cgt
retraités

1. Le pouvoir d'achat, l'augmentation des retraites et pensions

L'UCR-CGT a travaillé avec la Confédération pour élaborer un sondage sur les besoins et les contraintes financières des retraité-es. Il a été réalisé sur un échantillon de 1 057 personnes, du 15 au 22 novembre 2021. Les résultats ont permis d'éclairer la construction d'une consultation grand public : « *De quoi ai-je besoin pour vivre dignement ?* ». Ce sont 6 000 consultations qui ont été renseignées, permettant d'avoir une vision plus précise des attentes des retraité-es. Des actions ont été engagées : conférences de presse, rassemblements, interpellations des élu-es et du gouvernement sur la réalité des conditions de vie des retraité-es, notamment le 2 juin 2022 en présence de Philippe Martinez.

Nos propositions revendicatives en matière d'augmentation des retraites et pensions : rattrapage du pouvoir d'achat au vu de l'augmentation des prix et indexation des retraites sur le salaire moyen.

De nombreux rassemblements contre la baisse du pouvoir d'achat due à la non-revalorisation des pensions, par exemple le 11 avril 2019, mais aussi des rassemblements dans les départements contre le projet de modification des critères restrictifs d'attribution des pensions de réversions, le 30 janvier 2018.

Pendant la période du Covid, ont été mis en place : une pétition : « Les retraité-es des citoyen-nes à part entière » et des communiqués UCR-CGT dénonçant l'abandon des retraité-es. 80 % des personnes décédées à cause du coronavirus, dont la moitié en Ehpad, sont des retraité-es.

Une campagne unitaire de signatures de cartes pétitions pour une augmentation immédiate des pensions de 100 euros, avec pour la CGT une augmentation de 300 euros, a été au centre de notre action en 2020 et 2021.

Les questions des retraites complémentaires Agirc-Arrco ont été clarifiées et débattues. Nos actions en direction du gouvernement et du Medef, à Paris comme dans les départements, ont ainsi permis d'arracher au patronat 5,12 % d'augmentation au 1^{er} novembre 2022. Nous avons, du même coup, posé plus fortement la responsabilité du patronat dans les mauvais coups.

L'espace Revendicatif s'est engagé à poursuivre le travail sur les autres régimes complémentaires : l'Ircantec, institution de retraites complémentaires des agents non titulaires de l'État et des collectivités publiques, et le Régime de retraite additionnelle de la fonction publique (RAFP), imposé aux fonctionnaires au 1^{er} janvier 2005 (loi de 2003). Grâce à l'intervention de l'UFR des services publics et des mandatés CGT au Conseil d'administration, il a été obtenu une augmentation de 5 % des retraites RAFP, en 2023.

Plusieurs appels à la mobilisation : le 31 mars 2021 ; le 1^{er} octobre 2021, avec 136 rassemblements ; une importante manifestation à Paris le 2 décembre 2021 qui a rassemblé 25 000 retraité-es au sortir du confinement ; plus de 40 000 retraité-es lors des manifestations régionales du 24 mars 2022 ; et de nombreux rassemblements départementaux, des adresses aux député-es et aux élu-es, etc.

2. La protection sociale, la santé, la perte d'autonomie, les retraites

Nous avons vécu, durant l'hiver 2019-2020 et au 1^{er} semestre 2023, deux campagnes revendicatives importantes sur les retraites. Sans rien abandonner de nos propositions revendicatives spécifiques à partir du triptyque de l'UCR-CGT, nous avons participé à toutes les manifestations, les actions interprofessionnelles et intergénérationnelles.

Concernant la proposition de Sécurité sociale intégrale, la santé, nous avons multiplié les expressions et communiqués sur les PLFSS¹, la CSG et la perte d'autonomie.

Depuis janvier 2018, le taux de CSG pour les retraités est passé de 6,6 % à 8,3 %, sans aucune contrepartie. Les importantes manifestations et rassemblements - le 28 septembre 2017, le 15 mars 2018, le 18 octobre 2018 - ont mobilisé plusieurs dizaines de milliers de retraité-es. L'initiative du 15 mars 2018 a rassemblé 200 000 retraité-es, un niveau jamais égalé.

Suite à ces mobilisations, la loi de financement de la Sécurité sociale de 2019 a instauré 4 taux différents de CSG. Ce qui a eu pour effet, pour certaines catégories de retraité-es, de rester à 6,6 % de prélèvement de CSG au lieu de 8,3 %.

Nous proposons la Sécurité sociale intégrale, et notamment la transformation de la CSG en cotisation sociale. Nous nous sommes exprimés contre la mise en place du forfait patient urgences, mis en place par le PLFSS 2021. L'UCR-CGT a participé à l'initiative, dans le cadre des 75 ans de la Sécurité sociale, le 7 octobre 2020 dans le complexe de la CGT à Montreuil, pour le lancement de la campagne confédérale de reconquête de la Sécurité sociale. La faillite organisée de notre système public de santé, la destruction de l'hôpital public, la lutte contre les déserts médicaux, le scandale des Ehpad pendant et après le Covid, ont été au cœur de nos actions et de nos expressions. Un appel à manifester avec les personnels des Ehpad, le 30 janvier 2018, a été diffusé.

En ce qui concerne la perte d'autonomie, nous nous sommes exprimés sur sa prise en charge par la branche maladie de la Sécurité sociale, financée par la cotisation.

Au sujet des mutuelles, rendez-vous a été pris avec la Fédération des mutuelles de France afin d'échanger sur la Sécurité sociale intégrale.

3. La reconquête de nos services publics

Nos sections et nos USR ont participé à de nombreuses luttes sur les lieux de vie et dans les territoires pour la défense des services publics, l'obtention d'un bulletin de pension papier par la signature de cartes pétitions, notamment le 24 mai 2022 devant les Carsat. L'UCR-CGT a édité un argumentaire sur la reconstruction des services publics.

4. Fracture numérique et dématérialisation

Un prolongement aux réflexions du 52^e congrès confédéral.

La question de l'impact, positif ou négatif, sur les retraité-es, du développement à grande vitesse des nouvelles technologies du numérique, est posée. L'espace Enjeux de société a mené un travail conséquent pour envisager une traduction revendicative sur ce champ. Une brochure pour sensibiliser nos organisations a été largement diffusée. Un colloque préparatoire au 12^e congrès de l'UCR-CGT s'est tenu fin janvier 2020. Une initiative qui donne de la lisibilité à des perspectives revendicatives en adéquation avec le quotidien des retraité-es, face aux évolutions des technologies numériques.

5. Notre action pour l'égalité femmes-hommes

52 % des retraité-es sont des femmes, mais elles ne sont que 28 % des retraité-es syndiqué-es à la CGT. Et 20 % seulement



des secrétaires généraux de nos organisations (UFR et USR) sont des secrétaires générales.

Dépasser ce constat, gagner en visibilité sur la prise en compte des revendications particulières des femmes, c'est l'objectif que s'est fixé le collectif Femmes retraitées, dès 2017, au 11^e congrès à Bordeaux. Il ne partait pas de rien, après le travail réalisé dans le précédent mandat (2014-2017) pour une meilleure prise en compte de ce qui particularise les femmes retraitées et pour faire progresser leur place dans le syndicalisme retraité.

Cependant, dans cette mandature compliquée par la crise sanitaire, cet objectif n'a pu être que partiellement atteint. Toutefois, suite au rapport Delevoye de 2019, dans le cadre du projet de réforme de retraite par points, tendant à modifier les règles d'attribution de la pension de réversion, le collectif a alerté nos organisations et a réédité l'autocollant « Pas touche à ma pension de réversion », dont se sont emparé nombre de manifestantes.

Lors du Comité général de mars 2021, fut acté le changement d'appellation du collectif, de Femmes retraitées à Femmes retraitées-Mixité: le terme « femme » pour prendre en compte et rendre visibles les questions liées aux inégalités sociales (écart de pensions, droits familiaux, accès aux soins...) et le terme « mixité » pour prendre en compte et rendre visibles les inégalités sociétales (charges familiales, isolement, violences familiales...), agir sur les rapports sociaux de classe, mais aussi, sur les rapports sociaux de genre, et gagner l'émancipation de toutes et tous.

1. Projet de loi de financement de la Sécurité sociale

L'UCR-CGT est désormais mieux partie prenante des travaux du collectif confédéral Femmes-Mixité, ses tracts et productions (diaporama sur les retraites des femmes, communiqués) sont sur le site confédéral « Femmes-Egalité » et nous commençons, certes encore timidement, à être sollicitées pour des interventions lors de réunions sur le sujet dans les organisations. Notre magazine *Vie nouvelle* s'en est fait l'écho dans le numéro 234 (mars-avril 2023).

Enfin, la participation au comité des femmes de la Ferpa², dont l'UCR-CGT a la présidence, nous a ouvert des possibilités de travail en commun au niveau européen.

Reste à enrichir, par nos travaux, les repères revendicatifs de l'UCR-CGT, en portant des propositions tenant compte des situations particulières des femmes et rendre ainsi plus visible l'utilité du syndicalisme retraité, car c'est par la conscience de l'utilité qu'on gagne à la syndicalisation.

6. La démarche revendicative dans les territoires

Le 11^e congrès de l'UCR-CGT avait décidé de développer le cahier revendicatif territorial et de travailler à la formation et à la cohésion de nos mandaté-es dans les CDCA et CDMCA. C'est à la réalisation de ces objectifs que le collectif Territoires/CDCA/CDMCA s'est attelé.

A. Activité revendicative en territoires

Un point d'étape de la feuille de route du collectif a été fait par le Bureau de l'UCR-CGT du 30 octobre 2019, les propositions faites par le collectif ont été adoptées à l'unanimité :

- Avoir un débat à la Commission exécutive de l'UCR-CGT sur le thème des territoires, servant de contribution pour le 12^e congrès de l'UCR-CGT ;
- Mettre en place la formation « mandatés CDCA/CDMCA » en 2020 ;
- Aider à assurer le renouvellement des mandats CGT CDCA/CDMCA.

En 2022, le gouvernement a légiféré sur une nouvelle dimension politique territoriale, en mettant en œuvre sa loi 3DS (Différenciation, Décentralisation, Déconcentration, Simplification). Le collectif a envoyé une information aux mandatés, ses membres ont été attentifs au travail du pôle confédéral territoire.

B. Rencontres des membres des CDCA/CDMCA

Une première rencontre a eu lieu, à Montreuil, le 19 octobre 2017, avec 122 participants. Une seconde série de rencontres a eu lieu dans les régions (Montreuil, Dijon, Nantes, Bordeaux, Marseille) au dernier trimestre 2018, regroupant 114 participants venant de 49 départements.

Un questionnaire a été envoyé aux mandatés de tous les collègues, afin de réajuster le listing suite à un renouvellement des mandats, avec comme contenu : connaissance sur le travail avec le groupe des 9, place des associations, faire un bilan sur la question du financement, la notion de la démocratie, appréciation des camarades sur cette instance.

C. Formation des mandaté-es

Un travail important a été fait en collaboration avec le collectif Formation de l'UCR-CGT. Un stage-test, prévu à Montreuil en décembre 2019, a été reporté en février 2020. Une formation-test a été réalisée dans la région Grand-Est, les 16 et 17 novembre 2021, avec 15 stagiaires de 3 départements. Il reste à faire valider ce stage par la confédération.

D. Communication

Un Interliasons spécial sur les enjeux et perspectives de notre présence dans les CDCA a été publié courant 2018. Il a été envoyé à toutes les structures de l'UCR-CGT, aux Unions Départementales, aux membres des CDCA et à tous les Comités régionaux. Son contenu : les dispositions, le fonctionnement des CDCA, des CDMCA et l'état des désignations dans les différents départements des membres CGT CDCA/CDMCA. Ce dernier été récupéré suite à un courrier du collectif envoyé aux USR, UD.

Le collectif a sollicité notre magazine *Vie nouvelle* pour une information sur la loi 3DS, et un article est paru dans UCR-Actualités sur la définition du territoire et de ses enjeux.

Le collectif s'est aussi approprié les informations venant des membres CGT siégeant à la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) et au Haut Conseil de la famille, de l'enfance et de l'âge (HCFEA).

2. Fédération européenne des retraité-es et personnes âgées

The image is a composite of three parts related to the 'Vie nouvelle' magazine and the 'RETRAITÉ·E·S' group.

- Left part:** A subscription form titled 'POUR DÉFENDRE MES REVENDICATIONS J'adhère à la CGT'. It includes fields for Name, Address, Code postal, Ville, Branche professionnelle d'origine, Mail, and Tél. Below the form is the return address: 'Bulletin à retourner à l'UCR-CGT - 263, rue de Paris - 93515 Montreuil cedex ou à remettre à un·e militant·e Cgt de votre connaissance'. There is also a small CGT logo and the website 'www.ucr.cgt.fr retraités'.
- Middle part:** The cover of the 'Vie nouvelle' magazine, featuring the title in large red letters and the subtitle 'MAGAZINE DE L'UNION CONFÉDÉRALE DES RETRAITÉS CGT'. The main headline is 'Abonnez-vous !' and the bottom text says 'Le magazine fait par et pour les retraité·e·s' with the website 'www.ucr.cgt.fr'.
- Right part:** A graphic with a red background. At the top, it says 'RETRAITÉ·E·S'. Below, there are two stylized figures of an elderly man and woman. At the bottom right, there is a logo that says 'SYNDIQUEZ VOUS' with icons of people.

IV- LA VIE SYNDICALE

Le débat ouvert au 12^e congrès de Bordeaux a permis de concrétiser la mise en place de la première rencontre nationale des animateurs de la Vie syndicale des USR et des UFR, en septembre 2017.

Les Comités généraux qui ont suivi ont acté la mise en œuvre des principaux chantiers décidés dans ce congrès, en prenant appui sur la mise en place d'un dispositif « référent-es-coopérant-es » et en poursuivant les rencontres UCR/UFR.

L'impulsion de l'espace Vie syndicale

A. Suivi des organisations

Le point « orga » mensuel détaillé par section est disponible sur Intranet pour nos organisations USR et UFR.

Suite aux décisions du 51^e congrès confédéral, qui a officialisé le taux de cotisation des retraités à 1 %, nous observons une progression du montant moyen de la cotisation.

B. Campagne de syndicalisation

L'espace a été à l'initiative de l'opération « carte en main » avec l'édition d'un matériel spécifique pour aller au contact des retraité-es et comprenant un triptyque: adhésion - *Vie nouvelle* - LSR. Le congrès nous permettra de faire le point sur cette initiative.

Cette démarche de syndicalisation « carte en main » était un moyen pour aller à l'adhésion et avait pour ambition d'enrayer la perte de nos forces organisées. Si nous n'y sommes pas encore parvenus, nous enregistrons toutefois une diminution des pertes d'adhérent-es.

C. Continuité syndicale

L'adresse, cosignée par le secrétaire général de la CGT et le secrétaire général de l'UCR-CGT, ouvrait la voie à un travail en commun actif-ves et retraité-es sur la continuité syndicale, en direction des retraitables dans les 5 ans, répertoriés dans le CoGiTiel.

Le retard pris par certaines fédérations sur la continuité syndicale, par méconnaissance du syndicalisme retraité et le manque de lien entre les syndicats et les sections de retraité-es font que nous n'avons pas pu arrêter la perte d'adhérents.

La question des syndiqués retraité-es restant adhérent-es chez les actif-ves est à gagner. La non prise en compte par toutes les structures de la CGT fait qu'aujourd'hui le nombre de retraité-es chez les actif-ves est grandissant. Nous n'avons pas été suffisamment entendus sur ce problème. La démarche commence, cependant, à être mise en œuvre par plusieurs UFR à partir de plans de travail dans les syndicats.

Nous avons contribué à la réalisation d'un support confédéral s'intitulant « Le travail a plusieurs visages, la CGT a le vôtre » pour la partie concernant les retraité-es.

D. Qualité de vie syndicale

Nous constatons l'amélioration de la Vie syndicale dans nos organisations. Il y a davantage d'assemblées générales de sections, de comités généraux pour les USR, de conseils nationaux pour les UFR, de congrès, de conférences. Cela

traduit l'existence d'une vie démocratique. Il reste, néanmoins, encore beaucoup d'inégalités dans la mise en œuvre.

E. Le dispositif référent-es-coopérant-es

Il a permis de rapprocher l'UCR-CGT de ses organisations, d'aider et de concrétiser la feuille de route, de mieux faire mesurer le rôle des membres de la direction de l'UCR-CGT.

À contrario, faute souvent de remontées d'informations des référent-es et coopérant-es, l'espace a manqué d'éléments d'analyses collectives sur lesquels il aurait pu s'appuyer. À titre d'exemple et à partir des sollicitations connues : 31 % des USR n'ont jamais eu de contact avec leurs coopérant-es. De même, l'espace Vie syndicale n'a été sollicité qu'une dizaine de fois par des USR en difficulté, notamment à l'occasion de leur préparation de congrès et plus particulièrement sur les questions de politique de cadres ainsi que sur le financement de l'activité.

F. Les rencontres UCR/UFR

Le dispositif fonctionne avec régularité et des relations de confiance se sont établies. Ce qui a permis un travail conjoint en matière d'organisation, de démarches communes sur des difficultés rencontrées : FNI manquants, règlements à CoGÉTise, limitant d'une manière importante les pertes d'adhérent-es.

G. Création d'un fichier unique de l'UCR-CGT

Création d'une base de données croisées qui permet de modifier des données sans risque d'oubli, en une seule intervention sur l'ensemble des fichiers : Bureau, Commission exécutive, Comité général, secrétaires généraux des USR et des UFR.

H. Campagne de syndicalisation et d'abonnements à Vie nouvelle

Après le Comité général du 16 mars 2021, l'intégration du collectif Promo/diffusion de *Vie nouvelle* dans l'espace Vie syndicale a été décidée. Cela permet de mener de pair la double campagne de syndicalisation et d'abonnements au magazine et la création d'un collectif Continuité syndicale au sein même de l'espace.

Pour impulser cette campagne, une nouvelle rencontre des responsables à la Vie syndicale s'est tenue avec les responsables de *Vie nouvelle*, tant ces questions, syndicalisation, continuité syndicale et lecture de notre magazine, deviennent de véritables enjeux pour notre syndicalisme spécifique retraité, le 17 juin 2022.

Cette rencontre a réuni 130 camarades des USR et des UFR. Elle s'est donné des objectifs chiffrés de syndicalisation et d'abonnements au magazine, avec l'édition d'un matériel de campagne et la mise en rapport des résultats d'organisation et de diffusion de *Vie nouvelle*. Notons que nous sommes en difficulté pour réussir les objectifs que nous nous sommes fixés.

I. Situation des effectifs depuis le 11^e congrès de Bordeaux de 2017 et comparatif avec l'exercice 2021 clos :

- 2017 : 99 240 FNI ;
- 2021 : 90 635 FNI ;

Soit, moins 8 605 FNI, soit moins 8,67 %.

J. Situation du nombre d'abonnés à Vie nouvelle

- 2017 : 61 102 ;
- 2021 : 56 601 ;

Soit, moins 4 501 abonnés, soit moins 7,36 %.

Au regard de ces chiffres, nous faisons malheureusement le constat qu'il y a bien un lien entre la perte d'adhérents et d'abonnés, d'où la nécessité d'une qualité de Vie syndicale dans les sections qui prennent en compte ces deux éléments indispensables pour faire vivre notre double campagne et entamer très concrètement une remontée significative de nos forces organisées et de nos abonnés à *Vie nouvelle*.

Nous n'avons pas atteint notre objectif du congrès de Bordeaux de retrouver nos 100 000 adhérents, mais des plans de reconquête pour y parvenir sont mis en œuvre dans les USR et UFR.

K. La formation

À l'issue du Comité général de l'UCR-CGT de mars 2021, le collectif Formation syndicale s'est doté d'une feuille de route à tenir jusqu'à la fin du mandat. Les objectifs étaient clairs :

- finaliser le module « Découvrir le syndicalisme retraité » ;
- actualiser les modules « Participer à la vie syndicale retraitée » et « Outiller au mandat CDCA » ;
- construire un module sur la communication spécifique en direction des retraité-es.

Le collectif était constitué de 10 camarades, dont 5 issus des UFR et des USR. Au cours du mandat, 4 camarades ont cessé leur activité pour des raisons personnelles. Le collectif a reçu le renfort de 4 nouveaux-les, donc nous restons à 10 personnes pour travailler sur les formations.

Le module « Découvrir le syndicalisme retraité » a été finalisé, testé et mis en place. L'UCR-CGT a tenu un stage en 2021, deux en 2022, au centre Benoît Frachon. Un est prévu en fin d'année 2023. Le module « Participer à la vie syndicale retraitée » a été revisité. Les fiches pour les formateur-rices ont été réécrites. Deux stages ont été tenus en 2022 et un en 2023, toujours au centre Benoît Frachon. Pour ces deux stages, les camarades du collectif sont en capacité d'aider les organisations à mettre en place ces formations.

Le module « Outiller au mandat CDCA » est en cours d'amélioration, suite aux observations du stage qui s'est tenu en novembre 2021 à Strasbourg.

Ces stages s'adressent aux organisations (UFR et USR) afin de leur permettre de démultiplier les formations dans leur champ particulier.

Pour la formation sur la communication spécifique en direction des retraité-es, le travail n'a pu être engagé par manque de temps.

Le collectif s'est réuni régulièrement et a pu travailler sur les différents dossiers. Les membres ont travaillé beaucoup personnellement pour la réalisation et l'écriture des fiches.

Nous participons au collectif confédéral Formation syndicale permettant une meilleure prise en compte de la formation en direction des retraité-es.

L. Vie nouvelle, le magazine de tous les retraité-es

Nous avons besoin d'une grille de lecture autre que celle que l'on veut nous imposer. Écouter une autre musique, celle qui dit qu'un autre chemin est possible et en montrer la voie, pour combattre cette logique économique et politique désastreuse à laquelle nous sommes confronté-es aujourd'hui.

Nous le savons, le courrier des lecteur-trices en témoigne souvent, notre magazine est très apprécié. Il traite de sujets qui concernent directement le quotidien des retraité-es, le niveau des pensions, le pouvoir d'achat, la protection sociale, la santé, les transports, etc. Mais, *Vie nouvelle* c'est plus que cela. C'est une fenêtre ouverte sur le monde, l'environnement, les loisirs, les arts et la culture, sur tout ce qui fait notre humanité.

En portant la démarche revendicative qui est la nôtre, *Vie nouvelle* représente un véritable support pour notre activité, pour la mobilisation et l'action, pour le renforcement. C'est un lien intergénérationnel et interprofessionnel précieux.

Le nombre de ses lecteur-trices, bien que déjà important, est cependant insuffisant pour gagner de plus en plus de retraité-es à l'utilité du syndicalisme retraité, à la nécessité d'agir tous ensemble. La diffusion de *Vie nouvelle* nécessite une meilleure prise en compte, une approche plus offensive, plus « militante ».



C'est d'autant plus important que, malgré le nombre encourageant de créations d'abonnements que nous enregistrons chaque année, le nombre global de nos abonné-es ne cesse de diminuer. En janvier 2023, nous comptabilisons 54 363 abonné-es contre 62 271 en janvier 2017.

Les plans de travail décidés par certaines de nos UFR et/ou USR, la participation du collectif Promo/diffusion à différentes initiatives : congrès, assemblées générales, salon des seniors, Forum social de la Fête de l'Humanité et dans les rassemblements, manifestations, sont à l'évidence à l'origine de ces créations d'abonnements.

Dans le même temps, les « états FNI » publiés par l'espace Vie syndicale de l'UCR-CGT nous permettent de faire le rapprochement adhérent-es/abonné-es.

La participation du collectif Promo/diffusion aux rencontres UCR/UFR est nécessaire, à cet égard, pour que la diffusion et la promotion de *Vie nouvelle* soient parties intégrantes de la qualité de Vie syndicale. Ce qui suppose aussi de travailler à la mise en place d'un responsable à la diffusion dans chacune de nos organisations, de réactualiser et de faire vivre notre réseau de diffuseur-euses avec en perspective une formation syndicale spécifique « responsable à la diffusion de *Vie nouvelle* ».

La Promo/diffusion de notre magazine a pu, en 2022 et 2023, être de nouveau présente au salon des seniors de Paris, et en 2021 et 2022 présente au Forum social de la Fête de l'Humanité.

M. La participation de l'UCR-CGT aux congrès confédéraux

52^e congrès confédéral

L'espace Vie syndicale ainsi que l'espace *Vie nouvelle* ont été confédéralisés. Nous avons pris toute notre place avec l'édition d'une plaquette, la remise d'une clé USB aux congressistes et la distribution sur table de *Vie nouvelle*. Notons que la préparation du 52^e congrès s'est faite avec 8 délégués multipro dont l'UCR-CGT avait la responsabilité.

53^e congrès confédéral

L'UCR-CGT a participé aux deux espaces confédéralisés, Vie syndicale et Revendicatif, avec la mise à disposition d'une adresse aux congressistes, et un espace *Vie nouvelle*.

V – NOTRE DÉMARCHE UNITAIRE

C'est en mai 2014 que s'est constituée l'intersyndicale regroupant sept organisations syndicales : CGT, FO, FSU, CGC, CFTC, FGR-FP, Solidaires et deux associations : LSR et UNRPA (devenu Ensemble et Solidaires).

Depuis notre dernier congrès, les actions se sont multipliées et ont largement contribué à populariser les revendications spécifiques aux retraités dans les médias et, au-delà, dans la population.

Le 14 juin 2018 : journée de mobilisation décentralisée exigeant la suppression de l'augmentation de la CSG. Ce fut l'occasion, dans plusieurs départements, de déposer



des pétitions auprès des parlementaires En Marche. Une conférence de presse est organisée le 11 juin, permettant à certaines organisations, dont la CGT, de réaffirmer la demande de suppression totale de la CSG. Cette initiative a conduit le gouvernement à revenir en partie sur sa décision pour les retraité-es les plus modestes.

En 2019 : manifestations et rassemblements les 31 janvier, 5 février, 19 mars, 11 avril, 8 octobre, 5 décembre ;

En 2020 : 2 manifestations, les 9 janvier et 17 novembre, mais aussi, pendant la pandémie, diverses adresses au gouvernement sur les conditions de vie des retraité-es ;

En 2021 : manifestations unitaires les 17 mars, 1^{er} octobre, 17 novembre et 2 décembre ;

En 2022 : manifestations unitaires, les 24 mars, 6 octobre et 6 décembre ;

En 2023 manifestations unitaires, les 31 janvier et 20 mars et appels à toutes les manifestations contre le projet de réforme des retraites.

Où en sommes-nous ?

Tout d'abord, nous avons solidifié et élevé nos exigences revendicatives unitaires autour de trois points présentés pour améliorer les conditions de vie des retraité-es :

- Augmentation des pensions ;
- Sécurité sociale intégrale ;
- Services publics de proximité.

À la suite du Comité général de mars 2021, la CGT a affirmé sa position au sein des 9, préservant ses capacités d'initiative et son indépendance. En effet, le « groupe des 9 » n'est pas une organisation, mais regroupe les 9 organisations sur des sujets précis, sur des exigences revendicatives, avec une volonté d'agir. L'unité doit servir à l'élévation du rapport de forces. La CGT travaille en ce sens. D'ailleurs, pour éviter cette confusion, la CGT édite des comptes rendus CGT en dehors du relevé de décisions unitaire.

C'est le secrétaire général adjoint qui représente de manière régulière l'UCR-CGT, accompagné d'un-e autre camarade de la direction de l'UCR-CGT, selon les dossiers traités.

Des camarades critiquent le peu d'investissement des autres organisations. Cela ne doit pas nous empêcher de faire valoir la singularité de la CGT et son action unitaire.

Enfin, d'autres camarades émettent des critiques sur la participation de certaines organisations syndicales à cette démarche unitaire, alors que leurs confédérations respectives développent des positions différentes. L'accord entre les organisations de retraité-es nous paraît utile à la mobilisation et au rapport de forces et ne constitue en rien une caution aux positions différentes des confédérations concernées.

VI – LA COMMUNICATION DE L'UCR-CGT

Six ans nous séparent de notre précédent congrès. Sans revenir sur l'ensemble des actions de communication de l'UCR-CGT durant cette période, il nous paraît utile d'en rappeler les événements marquants.

La communication pendant la pandémie. Les confinements ont perturbé l'activité de nos organisations. L'utilisation des technologies de communication à distance ont permis de préserver des liens militants. Des initiatives revendicatives ont même pu se développer sur les réseaux : manifestations virtuelles à l'occasion du 1^{er} mai, pétitions, réunions en visioconférence, etc. Ces nouvelles pratiques, si elles ont évidemment aiguisé le besoin de se retrouver physiquement, ont cependant permis de mesurer leur utilité.

1. Une stratégie

L'UCR-CGT s'est dotée d'une stratégie de communication, au lendemain du 11^e congrès, destinée à améliorer notre communication auprès de nos adhérent-es et des retraité-es.

Développer une communication de proximité, en phase avec les préoccupations concrètes des retraité-es dans une forme accessible au plus grand nombre. C'est dans cet esprit que nous avons contribué à la rédaction des tracts.

Déployer nos idées, analyses et propositions en les diffusant régulièrement sur les lieux de vie et en utilisant Internet et les réseaux sociaux ;

Médiatisation des événements en région. Les initiatives locales peuvent faire événement pour les médias locaux. Multiplier les contacts auprès de la presse, des publications et des médias locaux.

2. Des outils

À nos modes traditionnels de communication, tracts, affiches, nous avons associé de nouveaux outils tant pour la communication interne qu'externe.

Interliasons envoyé par mail aux UFR, USR, CE et CFC. Chaque structure étant libre de le transférer à ses propres structures, sections. L'envoi par mail laisse une certaine souplesse dans la périodicité et les dossiers traités par l'UCR-CGT. Des numéros spéciaux ont été édités (8 mars, formation syndicale). Les Comités généraux font toujours l'objet d'une parution spécifique ;

Vie nouvelle est le véhicule indispensable à notre activité, mais aussi à notre culture CGT. C'est un magazine avec un contenu varié, syndical, politique, sociétal ;

UCR-Actualités est une parution papier à l'intention des responsables retraités CGT, soumise aux exigences de la commission paritaire, avec une obligation de 4 numéros par an. Les articles généralistes, autrefois appelés brèves, ont été retravaillés pour coller à des sujets d'actualité ;

Réalisation d'un site Intranet consultable à distance à l'attention des dirigeants de l'UCR-CGT, des USR et des UFR, des membres des commissions de travail, des journalistes de *Vie nouvelle* et des personnels de l'UCR-CGT.

Animation du site Internet et de la page Facebook UCR-CGT. Nous avons développé notre site Internet et la page Facebook de l'UCR-CGT, qui compte plus de 4 000 abonné-es. Contre la hausse de la CSG, la page Facebook a été vue 185 000 fois en 15 jours. Depuis le 11^e congrès, 1 170 articles ont été mis en ligne, soit 1 tous les 2 jours environ, et plus de 400 vidéos réalisées et mises en ligne.

Cartes de France de nos initiatives. Nous avons mis en ligne une carte des initiatives nationales et une carte des initiatives locales, qui permettent de déposer des images et des textes sur les actions pour une consultation publique, de comptabiliser la participation, le nombre d'adhésions et de ventes de *Vie nouvelle*.

La communication fait partie intégrante de tous les espaces de l'UCR-CGT

Les dossiers traités par les espaces ont nourri la mise en œuvre de notre stratégie de communication : aide à l'élaboration des tracts, la création de nouvelles affiches, de badges. Ce travail d'aide et d'entraide pour avoir une réactivité face aux événements, aux appels à actions. Faire que nos publications servent, non seulement à diffuser les infos, les analyses CGT, mais aussi à permettre à nos structures de s'en emparer pour les modifier, ajouter leurs propres informations (date, lieu de manif, de rencontre, etc.). Faire que nos publications soient réorientées vers cette activité, l'espace Revendicatif ou l'espace Vie syndicale trouvent un partenaire immédiat pour informer, partager leurs activités.

L'espace Communication a su rester attentif à ce que l'utilisation des supports numériques ne se substitue pas aux contacts personnels et aux actions sur le terrain.

La communication doit être porteuse des idées de la CGT, des propositions de la CGT. Les médias dominants sont aux mains de grands groupes liés aux milieux financiers. On le sait, le mensonge, le contournement des images sont monnaie courante. Il serait naïf de croire que cela n'impacte pas nos syndiqué-es et les retraité-es. La grande bataille sur les retraites en est un exemple : les explications, les publications syndicales ont contribué à faire basculer l'opinion publique chez les actif-ves et surtout chez les retraité-es. Il devient donc de plus en plus nécessaire d'avoir une information qui émane directement de la CGT.

Le collectif s'est impliqué dans l'ensemble des initiatives décidées par l'UCR-CGT.



Avoir des publications régulières, diffusées le plus largement possible, lire et faire lire CGT, c'est ce qui a guidé l'espace Communication dans la réalisation et le toilettage de nos publications.

VII – NOTRE ACTION INTERNATIONALE ET POUR LA PAIX

L'activité internationale, durant ce mandat, a été également impactée par la pandémie et les difficultés de se déplacer. Nous avons participé aux congrès de la SPI-CGIL et nous avons surtout travaillé au sein de la Ferpa (Fédération européenne des retraité-es et personnes âgées).

Lors de ce mandat, ont été membres à la Commission exécutive et du Bureau Hubert Schwind et Mireille Paume, présidente du comité des femmes. Les réunions se sont déroulées essentiellement en visioconférence. Nous avons élaboré et diffusé un manifeste intitulé « Le droit de vivre en Europe dans la dignité pour les retraité-es et les personnes âgées ». Ce manifeste a été diffusé aux retraité-es et futur-es retraité-es et a été remis aux instances européennes.

La Ferpa a participé aux travaux de la CES¹ pour l'instauration d'un salaire minimum en Europe, en faisant valoir que si on parle de l'instauration d'un salaire minimum, il faut aussi parler d'une pension minimale.

Du 4 au 6 avril 2023 s'est tenu à Vienne le 9^e congrès de la Ferpa. Notre camarade Hubert Schwind a été élu au poste de président de la Ferpa. La délégation de l'UCR-CGT a pris contact avec les pays frontaliers pour établir des plans de travail envers les retraité-es français.es qui sont toujours

syndiqué.es dans les pays limitrophes, là où se sont situées leurs activités professionnelles.

À l'initiative de l'UCR-CGT, la CGIL (Italie) et la CCOO (Espagne), trois colloques se sont tenus, en 2018, sur le thème « Le syndicalisme et la résistance contre le fascisme », à Marseille, Perpignan et Nice.

L'espace International a également participé aux débats et aux actions pour la paix dans le monde et en particulier en Ukraine et en Israël. Une étude sur les travaux des CSI (Conseils syndicaux interrégionaux) fut présentée et un débat s'est instauré sur l'utilité de ces institutions.

1. Confédération européenne des syndicats

CONCLUSIONS

En raison de la pandémie et des phases de confinement, nous n'avons pu tenir le 12^e congrès à l'échéance prévue. Ce rapport couvre donc la période allant du congrès de Bordeaux en mars 2017 à mars 2023, soit 6 ans d'activité.

Une activité dense dans une situation qui a vu l'élection et la réélection à la présidence de la République d'Émmanuel Macron, représentant néolibéral d'un capitalisme financier particulièrement agressif.

Sur le plan social, la politique menée par le Président et son gouvernement s'est traduite par de nombreuses mises en cause des conditions de vie des retraité-es : aggravation de la fiscalité avec notamment la hausse de la CSG, quasi blocage des pensions et des retraites complémentaires, dégradation des services publics de la santé, des transports, de l'énergie.

Sous l'impulsion de l'UCR-CGT, des luttes d'une ampleur inédite ont mobilisé, dans l'unité, les retraité-es et ont permis d'affirmer la place, le rôle et les revendications des retraité-es dans la société et dans la CGT.

Dans une bataille d'idées intense, les espaces de travail de l'UCR-CGT ont produit des analyses et des arguments qui ont mis en échec les tentatives d'opposer les retraité-es aux salarié-es et ont valorisé la spécificité de leurs besoins et de leur contribution à la société.

Notre communication s'est ainsi élargie aux nouveaux espaces publics que sont Internet et les réseaux sociaux, avec l'apport indispensable de *Vie nouvelle*, le magazine précieux pour les syndiqué-es et attractif pour l'ensemble des retraité-es.

Conscient de l'intérêt des technologies numériques pour les retraité-es, l'UCR-CGT lutte contre une utilisation qui vise à les substituer aux emplois et aux services utiles à la vie en société.

Nos initiatives se sont attachées à rassembler largement, au plus près de leurs préoccupations, les retraité-es là où ils vivent, en lien avec leurs anciens lieux de travail, en élaborant des cahiers revendicatifs de proximité portés par nos représentants au sein des CDCA.

La consultation des retraité-es lancée par l'UCR-CGT, « *De quoi ai-je besoin pour vivre dignement ?* », a permis de mieux cerner leurs besoins et leurs attentes et constitue une base de travail indispensable à nos actions.

Notre effort pour favoriser une vie syndicale de qualité se poursuit, avec pour objectif le renforcement de nos organisations, afin de déployer nos actions sur tout le territoire.

Le formidable mouvement social contre la réforme des retraites a remis en lumière le rôle et l'utilité des syndicats et de la CGT en particulier. Nous avons commencé à en tirer des enseignements pour renforcer nos organisations, mais l'essentiel reste à construire.

Le 12^e congrès de l'UCR-CGT peut s'inscrire dans la continuité de notre ambition :

- Favoriser le dialogue et la démocratie dans les territoires et les professions ;
- Être force de propositions sur les enjeux de société ;
- Être conquérant sur le plan économique et social ;
- Impulser et animer la démarche revendicative.

Pour atteindre ces objectifs, il nous faut renforcer le syndicalisme CGT et développer une force militante consciente du chemin qui reste à parcourir, mais déterminée pour être rassembleuse, solidaire et conquérante.

RAPPORT FINANCIER

2016-2021

Une politique financière primordiale

Vous trouverez dans ce rapport les éléments concernant les exercices financiers clos des années 2016 à 2021, ainsi qu'un rappel des décisions prises pendant ces six années, l'exercice 2022 étant en cours de réalisation au moment de la rédaction du présent rapport.

Les comptes ont été validés, chaque année, par la Commission exécutive de l'UCR-CGT et certifiés ainsi par le commissaire aux comptes : « les comptes annuels sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'UCR-CGT ». En respect de la loi d'août 2008, il a été fait publication au journal officiel des comptes approuvés.

Le périmètre comptable de notre organisation est composé d'une seule et même entité juridique, mais la comptabilité analytique nous permet d'en analyser ses deux composantes que sont l'UCR-CGT et notre magazine *Vie nouvelle*.

Les retraité-es CGT, longtemps considéré-es comme seule force d'appoint, sont en réalité un moteur de l'économie à part entière et surtout une force revendicative visible lors des mobilisations, cela depuis plusieurs années et plus particulièrement lors des manifestations de 2023. En effet, depuis le mois de janvier, ils et elles se sont massivement mobilisé-es contre la réforme des retraites.

Mais l'idée que seules les associations de retraité-es seraient légitimes à les représenter fait encore son chemin, surtout chez les détracteurs du syndicalisme. Or être syndiqué-e quand on est en retraite est indispensable pour répondre aux attaques, élaborer nos revendications, organiser nos luttes nécessaires et, ainsi, contribuer à développer le syndicalisme spécifique retraité.

Le thème du 12^e congrès, « L'ambition d'un syndicalisme de lutte pour tous-tes les retraité-es », décrit bien la nécessité d'une syndicalisation spécifique plus forte, et d'une diffusion massive de notre magazine *Vie nouvelle*.

1. Le nombre de syndiqué-es retraité-es et leurs cotisations

Inutile de rappeler que la mise en place de Cogétise, système CGT de répartition des cotisations des syndiqué-es reversées, nous a permis de mieux mesurer, chaque année, l'évolution de la qualité de la vie syndicale et de ventiler les cotisations dans toutes les organisations.

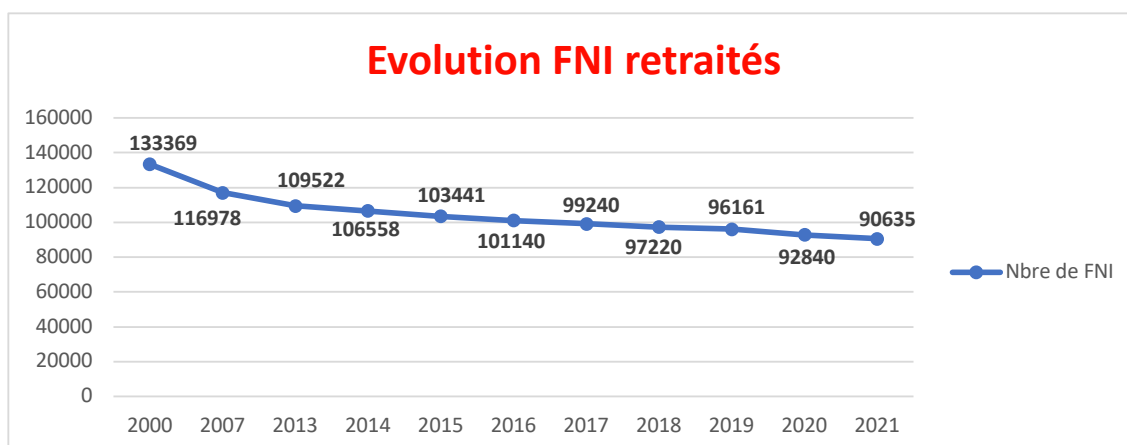
La transmission mensuelle des tableaux émanant de Cogétise permet à nos organisations, UFR, USR, de connaître l'évolution de leurs forces organisées. La connaissance précise du niveau de cotisations que chaque organisation peut récupérer auprès de son UD ou de sa FD devrait être utilisée pour gagner la bataille des idées afin de convaincre les adhérent-es de cotiser à hauteur de 1 % et d'inviter les retraité-es à rejoindre la CGT par une syndicalisation en nombre.

Depuis de nombreuses années, nous constatons une érosion de la syndicalisation des retraité-es et ce malgré un nombre important d'adhésions. Cela perdure depuis l'année 2000 et souligne la nécessité de développer la continuité syndicale et le renforcement. Sur dix-sept millions de Français retraité-es, seulement 90 635 ont cotisé, en 2021, à la CGT (au 30/04/2023). Il est urgent d'inverser la tendance.

Il s'avère que les deux outils importants mis en place pour nos organisations, Cogitiel (fichier des adhérent-es) pour la vie syndicale et Cogétise pour la politique financière, ne sont pas toujours pris en compte. Ils devraient être étudiés parallèlement. Ainsi, nous avons pu constater que pour environ 19 000 syndiqué-es aujourd'hui retraité-es, les cotisations versées à Cogétise ne sont pas identifiées comme retraité-es. Dans le même temps, plusieurs dizaines de milliers de salarié-es syndiqué-es à la CGT vont partir à la retraite dans les prochaines années.

Les militant-es des USR et des UFR doivent travailler avec les UD et les FD, afin d'identifier les camarades concerné-es et faire en sorte qu'aucun-e syndiqué-e, aujourd'hui retraitsable, ne quitte son organisation. Inversement, là aussi, la tendance des 7 syndiqué-es sur 10 qui se désyndicalisent lors de leur passage à la retraite.

La formation syndicale est aussi un droit pour les retraité-es et les futur-es retraité-es. Les modules élaborés par l'UCR-CGT créent les conditions pour que tout-e syndiqué-e en retraite, ou prochainement en retraite, acquière les connaissances nécessaires pour participer à la vie syndicale et renforcer notre organisation.



2. Évolution du niveau des cotisations

Les cotisations sont une ressource, essentielle et nécessaire, de nos moyens de fonctionnement au service de l'activité.

On constate une revalorisation significative du niveau moyen de la cotisation de nos adhérent-es en parcourant les états des sections lors des règlements reçus à Cogetise. C'est assurément positif, mais il existe, cependant, beaucoup de disparités entre les FD, les territoires, les sections.

La résolution, portant le montant de la cotisation des retraité-es à 1 % de sa pension ou retraite (régime de base + complémentaire) votée lors du 51^e congrès confédéral, à Marseille, contribue à augmenter régulièrement le taux moyen de nos cotisations, ce qui se traduit dans le tableau ci-contre.

Année	Niveau moyen FNI	Niveau moyen du timbre	Nombre de timbres
2010	7,49	7,52	10,24
2011	7,92	7,81	10,36
2012	8,47	8,27	10,36
2013	8,68	8,50	10,26
2014	8,92	8,82	10,24
2015	9,06	9,09	10,31
2016	9,42	9,39	10,29
2017	9,82	9,79	10,14
2018	10,10	10,02	10,18
2019	10,12	10,22	10,22
2020	10,50	10,57	10,34
2021	10,71	10,77	10,35

3. Reversements

Un reversement plus régulier des cotisations à Cogétise est indispensable. La CGT avait envisagé d'avancer la date de clôture des exercices, mais force est de constater que certaines organisations attendent deux ans pour reverser les cotisations des syndiqué·es ou le font en alternance une année sur deux.

4. Les finances de l'UCR-CGT

Les tableaux suivants font état des bilans de 2016 à 2021, publiés au Journal Officiel dans le cadre de la nouvelle réglementation applicable aux organisations syndicales. Ces comptes sont regroupés sous une seule entité juridique « UCR », mais une comptabilité analytique nous permet d'examiner séparément les résultats de l'UCR-CGT et ceux du magazine *Vie nouvelle*. Des nouvelles lignes budgétaires ont été créées, afin d'apporter aux espaces une meilleure lisibilité de leur fonctionnement.

Les finances de l'UCR-CGT révèlent des fonds propres qui correspondent à plus de deux années de fonctionnement. Ces réserves indispensables nous permettraient, si besoin, de pallier toutes les dépenses exceptionnelles dans l'avenir.

Il convient donc de porter une attention particulière sur le niveau des recettes issues des cotisations. Ce niveau ainsi que le nombre d'adhérent·es nous permettent de construire une politique financière prompte à répondre à nos revendications en maîtrisant le budget et en constituant des réserves.

Une action forte sur les recettes, en particulier celles liées à la croissance du nombre d'adhérent·es, du montant des cotisations, ainsi que leur versement régulier, doit perdurer pour maintenir un niveau de recettes supérieur à celui des dépenses. La bonne tenue des budgets prévisionnels d'un exercice à l'autre et les résultats bénéficiaires des derniers exercices sont les signes de leur bonne prise en compte.

L'activité amplifiée de l'UCR-CGT, les initiatives diverses, tant au niveau national qu'international, le développement de la communication, ont, certes, des répercussions financières, mais témoignent d'une réelle activité de l'organisation. Dans ce cadre, ont été organisées :

- la commémoration des 80 ans des congés payés, à l'Île de Ré en 2016, en collaboration avec LSR ;
- les colloques nationaux et internationaux sur le thème : « Syndicalisme et résistance contre le fascisme », en 2018 et 2019 ;
- la conférence des pays du bassin méditerranéen, en 2019 ;
- le colloque « Retraité·es et numérique », en 2020.

Caractéristiques des exercices

Les charges de chaque exercice sont relativement stables, sauf évènement particulier mentionné ci-dessus. Les frais de personnel représentent 33 à 40 % des charges globales.

L'espace Vie syndicale de l'UCR-CGT a interpellé toutes les organisations pour les inciter à plus de régularité. Il faut éviter que les « retards » de versements ne se transforment en une perte définitive de syndiqué·es.

Année 2016

Le compte de résultat fait apparaître un bilan positif de 59 519 euros, une baisse sensible par rapport à 2015, due principalement à l'initiative à l'Île de Ré, pour le 80^e anniversaire des congés payés.

Année 2017

C'est l'année du 11^e congrès à Bordeaux. Nous constatons un résultat négatif de 517 065 euros. Cette différence est à imputer principalement aux charges pour financer ce congrès. Ce résultat a été directement déduit des fonds propres de l'UCR-CGT. Il est à signaler que les recettes liées aux cotisations sont de nouveau à la baisse de même que les dotations des partenaires. On souligne une légère hausse au niveau des recettes liées aux abonnements à *Vie nouvelle*.

Année 2018

Le résultat d'exploitation dégage un solde négatif de 3 746 euros, budget quasiment équilibré et proche du prévisionnel adopté par la Commission exécutive, étant observé que l'on constate une nouvelle baisse des cotisations et une augmentation sensible des frais de fonctionnement. Les recettes liées aux abonnements *Vie nouvelle* augmentent légèrement.

À rappeler que le nouveau plan comptable général nous interdit de provisionner les frais de congrès, il est donc nécessaire d'en tenir compte dans les comptes de résultat annuels.

Année 2019

Une baisse globale des dépenses ainsi qu'une hausse globale des recettes conduisent à un résultat excédentaire de l'exercice s'élevant à 3 897 euros.

Dans le cadre du congrès, la décision de réserver, chaque année, une somme dédiée, afin de ne pas en faire supporter le coût sur un seul exercice, a été prise lors de la validation des comptes 2019.

Année 2020

L'exercice 2020 se solde par un excédent de 189 870 euros. C'est la première année au cours de laquelle nous pouvons constituer de nouvelles réserves financières, principalement en raison de la baisse des frais de fonctionnement et des frais de déplacement, tant au niveau du Bureau et de la Commission exécutive qu'à celui des espaces qui ont

fonctionné principalement en visio-conférence, compte tenu de la situation sanitaire liée au Covid-19.

La Commission exécutive, lors de sa réunion du 16 décembre 2021, a clôturé et validé les comptes 2020 et en a affecté le résultat comme suit : réserve affectée au congrès 2023 : 150 000 euros, le solde, soit 39 869, 81 euros, étant affecté aux fonds syndicaux.

Année 2021

Le compte de résultat de l'exercice 2021 affiche un total de produits de 1 724 129 euros et un total de charges de 1 369 005 euros. Il dégager ainsi un résultat excédentaire de 355 124 €. C'est la deuxième année au cours de laquelle nous pouvons constituer des réserves. Les fonds propres passent ainsi de 4 103 889, en 2020, à 4 459 013 euros, en

2021. Au niveau des produits, il est souligné l'apport de l'aide confédérale de 150 000 euros sur 3 ans. A contrario, on constate une baisse importante des dotations des partenaires, dont certains se sont abstenus du versement malgré la convention signée.

N'oublions pas de mentionner l'initiative en territoire du 2 décembre réussie, avec le soutien de la Confédération, de l'UCR-CGT et de diverses organisations.

Lors de sa réunion du 7 décembre 2022, la Commission exécutive a validé les comptes 2021 et a affecté le résultat ainsi : 300 000 euros au congrès 2023, le solde, soit 55 124 euros, aux fonds syndicaux.

C'est donc la somme globale de 450 000 euros au 31 décembre 2021, qui est affectée à notre congrès.

5. Vie nouvelle

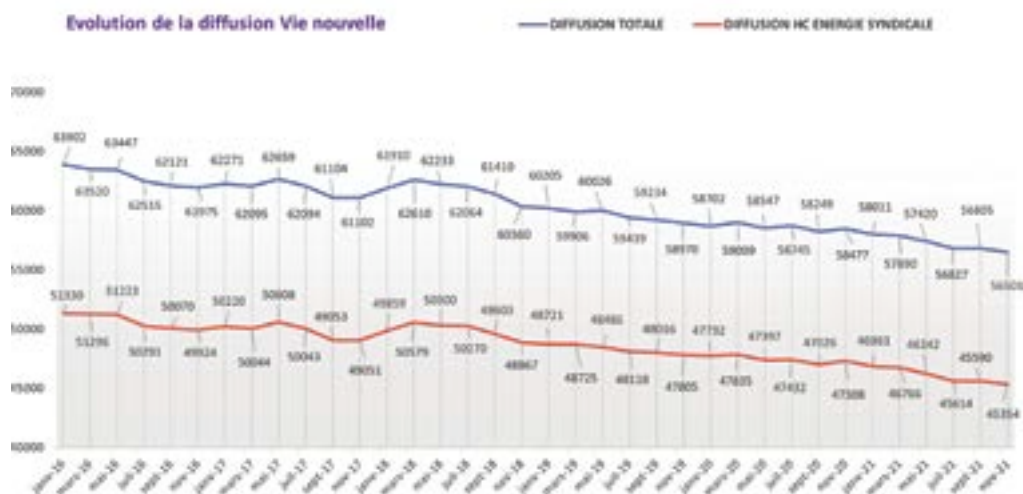
Le magazine de l'UCR-CGT est un outil de presse et de communication important. Il est édité à plus de 56 000 exemplaires (chiffre nov 2021) et devrait aider à la syndicalisation des retraités-es. C'est un magazine apprécié, une publication différente, par la diversité et la richesse de ses articles. Il offre un autre regard sur l'actualité et reste un support essentiel dans le cadre de la préparation de notre 12^e congrès.

À noter que les ressources liées aux abonnements sont supérieures à celles liées aux cotisations.

Toutefois, le nombre d'abonné-es n'est pas satisfaisant puisqu'en baisse continue, liée logiquement à la baisse de la syndicalisation, mais ce n'est pas la seule raison. Les résiliations d'abonnement peuvent avoir diverses causes qu'il conviendrait d'analyser et d'affiner. La rencontre des « diffuseurs », organisée en territoire, n'a pas permis dans l'immédiat d'inverser la tendance. Chaque retraité-e syndiqué-e devrait être abonné-e à son magazine *Vie nouvelle*

(90 635 syndiqué-es/56 501 abonné-es en 2021). La prospection auprès des futures retraité-es devrait être intensifiée dans les organisations. Cependant, cette baisse du nombre d'abonné-es devient problématique, chaque année, lors de l'élaboration des tarifs d'abonnement à *Vie nouvelle*, afin de trouver un juste équilibre entre le coût de revient du magazine et le tarif d'abonnement à appliquer. Il est également observé que la filière du papier subit d'importants soubresauts. L'évolution des modes de consommation et la Covid ont entraîné des hausses de prix notables, le marché fait face à une situation d'assez forte tension. Les approvisionnements se révèlent plus compliqués et sont plus longs. La tension s'est encore aggravée pour les papiers de presse dont l'augmentation est répercutée en 2022 et sur l'année en cours.

Le graphique ci-dessous reflète l'évolution de la diffusion du magazine.



Des initiatives de promotion ont été réalisées au cours de ces six années, hors période de confinements, à savoir, participer au Salon des seniors, Porte de Versailles à Paris, au Forum social de la Fête de l'Humanité, aux congrès des organisations, au congrès confédéral.

Des stands de *Vie nouvelle* y ont été tenus. Force est de constater que notre magazine n'est pas suffisamment connu, alors même qu'il correspond à l'attente des retraités, pour preuve, de nombreux abonnements individuels ont été enregistrés lors de ces rencontres.

6. Conclusion

La mandature écoulée aura été frappée de plein fouet par la pandémie, la tenue de notre 12^e congrès en a même été repoussée. Même en période de confinement, notre organisation a su cependant maintenir le lien au plus près des retraités-es.

C'est par une politique financière bien établie collectivement et capable d'évoluer que ces moments ont pu être traversés. Impulser une véritable politique financière, en lien avec nos organisations, est une nécessité absolue, pour

notre UCR-CGT, afin d'assurer l'ensemble de nos activités et initiatives, et d'exprimer nos justes revendications dans la situation historique que nous vivons.

C'est la raison pour laquelle, la maîtrise des dépenses, le renforcement, la régularité des reversements, et la promotion de notre magazine doivent être les préoccupations prioritaires de toutes et tous.

Monique Mouhat

2016

		UCR-CGT	Page : 3
Compte de Résultat			
		Etat exprimé en euros	
		31/12/2016	31/12/2015
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises, de produits fabriqués	813 506	858 144
	Prestations de services	58 841	37 520
	Productions stockées		
	Production immobilisée		
	Subventions d'exploitation		
	Dons		
	Cotisations	590 467	578 748
	Legs et donations		
	Autres produits de gestion courante	276 563	91 113
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges	12 070	10 011
Autres produits			
Total des produits d'exploitation	1 731 447	1 575 536	
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats	2 625	40 894
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	1 125 300	896 775
	Impôts, taxes et versements assimilés	8 997	8 583
	Rémunération du personnel	322 471	320 139
	Charges sociales	153 965	155 653
	Subventions accordées par l'association	33 000	36 900
	Dotations aux amortissements et dépréciations	13 213	9 127
	Dotations aux provisions	5 136	2 764
	Autres charges	10 000	
Total des charges d'exploitation	1 674 707	1 470 836	
1 - RESULTAT COURANT NON FINANCIER		56 740	104 699
Produits financiers	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges	5 043	7 929
	Intérêts et produits financiers	5 088	5 885
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations		
	Intérêts et charges financières		
2 - RESULTAT FINANCIER		10 131	13 814
3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (1 + 2)		66 871	118 514
Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels	4 841	6 749
	Charges exceptionnelles	11 370	980
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL		(6 528)	5 769
Impôts sur les sociétés	Impôts sur les sociétés	824	913
	(+) Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs (-) Engagements à réaliser sur ressources affectées		
TOTAL DES PRODUITS		1 746 419	1 596 099
TOTAL DES CHARGES		1 686 900	1 472 729
EXCEDENT ou DEFICIT		59 519	123 370
EVALUATION DES CONTRIBUTIFES VOLONTAIRES EN NATURE	PRODUITS		
	Bénévolat		
	Prestations en nature		
	Dons en nature		
	CHARGES		
	Secours en nature Mise à disposition gratuite de biens et services Personnel bénévole		

Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/12/2016			31/12/2015
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Concessions brevets droits similaires	27 570	27 570		4 459
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
Installations techniques, mat. et outillage indus.					
Autres immobilisations corporelles	55 232	43 293	11 939	18 383	
Immobilisations grevées de droits					
Immobilisations en cours					
Avances et acomptes					
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)					
Participations évaluées selon mise en équival.					
Autres participations	37 500	910	36 590	31 546	
Créances rattachées à des participations	1 664		1 664	1 664	
Autres titres immobilisés	30		30	30	
Prêts	400		400	1 950	
Autres immobilisations financières					
	TOTAL (I)	122 397	71 774	50 623	58 033
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances usagers et comptes rattachés	68 856	8 336	60 520	158 828
	Autres créances	124 561		124 561	4 541
Valeurs mobilières de placement	3 000 701		3 000 701	3 283 727	
Disponibilités	1 275 222		1 275 222	1 025 458	
Charges constatées d'avance	79 405		79 405	3 674	
	TOTAL (II)	4 548 744	8 336	4 540 408	4 476 229
COMPTES DE REGULARISATION	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
	TOTAL ACTIF	4 671 141	80 110	4 591 031	4 534 262
	(1) dont droit au bail				
	(2) dont à moins d'un an			2 064	3 314
	(3) dont à plus d'un an				
ENGAGEMENTS RECUS					
Legs nets à réaliser : - acceptés par les organes statutairement compétents - autorisés par l'organisme de tutelle					
Dons en nature restant à vendre					

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

		31/12/2016	31/12/2015
Fonds associatifs	Fonds propres		
	Fonds associatifs sans droit de reprise <i>Dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés, subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables</i>	4 371 415	4 248 045
	Ecart de réévaluation		
	Réserves		
	Report à nouveau		
	Résultat de l'exercice	59 519	123 370
	Total des fonds propres	4 430 933	4 371 415
	Autres fonds associatifs		
	Fonds associatifs avec droit de reprise - Apports - Legs et donations - Subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables		
	Résultats sous contrôle de tiers financeurs Droits des propriétaires Ecart de réévaluation Subventions d'investissement sur biens non renouvelables Provisions réglementées		
Total des autres fonds syndicaux			
Total des fonds associatifs	4 430 933	4 371 415	
Provisions	Provisions pour risques		10 870
	Provisions pour charges	11 110	10 031
	Total des provisions	11 110	20 901
Fonds dédiés	Sur subventions de fonctionnement Sur dons manuels affectés Sur legs et donations affectés		
	Total des fonds dédiés		
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)		
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	76 071	59 799
	Dettes fiscales et sociales	69 528	82 148
	DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés Autres dettes	3 389		
Produits constatés d'avance			
Total des dettes	148 988	141 947	
	Ecart de conversion passif		
TOTAL PASSIF		4 591 031	4 534 262
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		59 518,60	123 369,71
(1) Dont à moins d'un an		148 962	141 926
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP			
ENGAGEMENTS DONNES			

Compte de Résultat

Etat exprimé en euros

		31/12/2017	31/12/2016	
		12 mois	12 mois	
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises, de produits fabriqués	843 467	813 506	
	Prestations de services	34 083	38 841	
	Productions stockées			
	Production immobilisée			
	Subventions d'exploitation			
	Dons			
	Cotisations	584 716	590 467	
	Legs et donations			
	Autres produits de gestion courante	148 293	276 563	
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges		12 070	
	Autres produits			
	Total des produits d'exploitation	1 610 558	1 731 447	
	CHARGES D'EXPLOITATION	Achats	97 922	2 625
Variation de stock				
Autres achats et charges externes		1 459 651	1 125 300	
Impôts, taxes et versements assimilés		9 869	8 997	
Rémunération du personnel		341 767	322 471	
Charges sociales		159 285	153 965	
Subventions accordées par le syndicat		33 300	33 000	
Dotation aux amortissements et dépréciations		8 299	13 213	
Dotation aux provisions		21 241	5 136	
Autres charges			10 000	
Total des charges d'exploitation		2 131 334	1 674 707	
1 - RESULTAT COURANT NON FINANCIER		(520 776)	56 740	
Produits financiers		Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		5 043
	Intérêts et produits financiers	4 199	5 088	
	Dotation aux amortissements et aux dépréciations	2 331		
Charges financières	Intérêts et charges financières			
	2 - RESULTAT FINANCIER	1 868	10 131	
3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (1 + 2)		(518 907)	66 871	
Produits exceptionnels	Produits exceptionnels	4 423	4 841	
	Charges exceptionnelles	2 000	11 370	
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL		2 423	(6 528)	
Impôts sur les sociétés	Impôts sur les sociétés	530	824	
	(+) Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs			
	(-) Engagements à réaliser sur ressources affectées			
TOTAL DES PRODUITS		1 619 180	1 746 419	
TOTAL DES CHARGES		2 136 245	1 686 900	
EXCEDENT ou DEFICIT		(517 065)	59 519	
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	PRODUITS			
	Bénévolat			
	Prestations en nature			
	Dons en nature			
	CHARGES			
	Secours en nature			
	Mise à disposition gratuite de biens et services			
Personnel bénévole				

Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/12/2017			31/12/2016
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Concessions brevets droits similaires	27 570	27 570		
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques, mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	67 238	51 593	15 645	11 939
	Immobilisations grevées de droits				
	Immobilisations en cours				
Avances et acomptes					
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)					
Participations évaluées selon mise en équival.					
Autres participations	37 500	3 242	34 258	36 590	
Créances rattachées à des participations	1 664		1 664	1 664	
Autres titres immobilisés	30		30	30	
Prêts	2 700		2 700	400	
Autres immobilisations financières					
	TOTAL (I)	136 703	82 485	54 298	59 623
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances usagers et comptes rattachés	78 843	10 015	68 828	60 520
	Autres créances	60 423		60 423	124 561
Valeurs mobilières de placement	3 000 628		3 000 628	3 000 701	
Disponibilités	892 229		892 229	1 275 222	
Charges constatées d'avance	182		182	79 405	
	TOTAL (II)	4 032 306	10 015	4 022 290	4 540 403
COMPTES DE REGULARISATION	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
	TOTAL ACTIF	4 169 009	92 420	4 076 588	4 591 031
	(1) dont droit au bail			2 864	2 064
	(2) dont à moins d'un an				
	(3) dont à plus d'un an				
ENGAGEMENTS RECUS					
Legs nets à réaliser : - acceptés par les organes statutairement compétents			- autorisés par l'organisme de tutelle		
Dons en nature restant à vendre					

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

		31/12/2017	31/12/2016
Fonds Syndicaux	Fonds propres		
	Fonds syndicaux sans droit de reprise	4 430 933	4 371 415
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Report à nouveau		
	Résultat de l'exercice	(517 065)	59 519
	Total des fonds propres	3 913 868	4 430 933
	Autres fonds syndicaux		
	Fonds syndicaux avec droit de reprise		
	- Apports		
- Legs et donations			
- Subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables			
Résultats sous contrôle de tiers financeurs			
Droits des propriétaires			
Ecarts de réévaluation			
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables			
Provisions réglementées			
Total des autres fonds syndicaux			
Total des fonds syndicaux	3 913 868	4 430 933	
Provisions			
Provisions pour risques			
Provisions pour charges	30 672	11 110	
Total des provisions	30 672	11 110	
Fonds dédiés			
Sur contributions publiques de financement			
Total des fonds dédiés			
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)		
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	60 995	76 071
	Dettes fiscales et sociales	69 877	69 528
	DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes	1 175	3 389	
Produits constatés d'avance			
Total des dettes	132 048	148 988	
Ecarts de conversion passif			
TOTAL PASSIF	4 076 588	4 591 031	
Résultat de l'exercice exprimé en centimes	(517 064,72)	59 518,60	
(1) Dont à moins d'un an	132 040	148 962	
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP			
ENGAGEMENTS DONNES			

Compte de Résultat

		Etat exprimé en euros		
		31/12/2018	31/12/2017	
		12 mois	12 mois	
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises, de produits fabriqués	855 786	843 467	
	Prestations de services	25 494	34 083	
	Productions stockée			
	Production immobilisée			
	Subventions d'exploitation			
	Dons			
	Cotisations	580 242	584 716	
	Legs et donations			
	Autres produits de gestion courante	76 859	148 293	
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges	39 611		
	Autres produits			
	Total des produits d'exploitation	1 577 992	1 610 558	
	CHARGES D'EXPLOITATION	Achats	1 057	97 922
Variation de stock				
Autres achats et charges externes		979 347	1 459 651	
Impôts, taxes et versements assimilés		11 581	9 869	
Rémunération du personnel		385 706	341 767	
Charges sociales		188 548	159 285	
Subventions accordées par le syndicat		31 150	33 300	
Dotations aux amortissements et dépréciations		9 084	8 299	
Dotations aux provisions		1 358	21 241	
Autres charges				
Total des charges d'exploitation		1 607 832	2 131 334	
1 - RESULTAT COURANT NON FINANCIER		(29 839)	(520 776)	
Produits financiers		Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges	3 242	
	Intérêts et produits financiers	18 913	4 199	
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	374	2 331	
	Intérêts et charges financières			
2 - RESULTAT FINANCIER		21 781	1 868	
3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (1 + 2)		(8 059)	(518 907)	
Charges financières	Produits exceptionnels	5 992	4 423	
	Charges exceptionnelles	693	2 000	
	4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL	5 299	2 423	
Impôts sur les sociétés		986	580	
(+) Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs				
(-) Engagements à réaliser sur ressources affectées				
TOTAL DES PRODUITS		1 606 139	1 619 180	
TOTAL DES CHARGES		1 609 885	2 136 245	
EXCEDENT ou DEFICIT		(3 746)	(517 065)	
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	PRODUITS			
	Bénévolat			
	Prestations en nature			
	Dons en nature			
	CHARGES			
	Secours en nature			
	Mise à disposition gratuite de biens et services			
Personnel bénévole				

Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/12/2018			31/12/2017
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Concessions brevets droits similaires	27 804	27 642	162	
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles	9 647		9 647	
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques, mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	78 198	60 606	17 592	15 645
	Immobilisations grevées de droits				
	Immobilisations en cours				
Avances et acomptes					
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)					
Participations évaluées selon mise en équival.					
Autres participations	37 500		37 500	34 258	
Créances rattachées à des participations	1 664		1 664	1 664	
Autres titres immobilisés	30		30	30	
Prêts	3 700		3 700	2 700	
Autres immobilisations financières					
	TOTAL (I)	158 543	88 248	70 295	54 298
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances usagers et comptes rattachés	166 516	11 374	155 142	68 828
	Autres créances	32 828		32 828	60 423
Valeurs mobilières de placement	3 013 200	374	3 012 826	3 000 628	
Disponibilités	790 432		790 432	892 229	
Charges constatées d'avance	4 212		4 212	182	
	TOTAL (II)	4 007 187	11 748	3 995 440	4 022 290
COMPTES DE REGULARISATION	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
	TOTAL ACTIF	4 165 730	99 995	4 065 735	4 076 588
	(1) dont droit au bail				
	(2) dont à moins d'un an			3 314	2 864
	(3) dont à plus d'un an				
ENGAGEMENTS RECUS					
Legs nets à réaliser : - acceptés par les organes statutairement compétents			- autorisés par l'organisme de tutelle		
Dons en nature restant à vendre					

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

		31/12/2018	31/12/2017
Fonds Syndicaux	Fonds propres		
	Fonds syndicaux sans droit de reprise	3 913 868	4 430 933
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Report à nouveau		
	· Résultat de l'exercice	(3 746)	(517 065)
	Total des fonds propres	3 910 122	3 913 868
	Autres fonds syndicaux		
	Fonds syndicaux avec droit de reprise		
	- Apports		
- Legs et donations			
- Subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables			
Résultats sous contrôle de tiers financeurs			
Droits des propriétaires			
Ecarts de réévaluation			
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables			
Provisions réglementées			
Total des autres fonds syndicaux			
Total des fonds syndicaux	3 910 122	3 913 868	
Provisions			
Provisions pour risques	19 353	30 672	
Provisions pour charges			
Total des provisions	19 353	30 672	
Fonds dédiés			
Sur contributions publiques de financement			
Total des fonds dédiés			
DETTES (1)			
DETTES FINANCIERES			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)			
Emprunts et dettes financières divers			
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
DETTES D'EXPLOITATION			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	71 161	60 995	
Dettes fiscales et sociales	65 099	69 877	
DETTES DIVERSES			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes		1 175	
Produits constatés d'avance			
Total des dettes	136 260	132 048	
Ecarts de conversion passif			
TOTAL PASSIF	4 065 735	4 076 588	
Résultat de l'exercice exprimé en centimes	(3 746,00)	(517 064,72)	
(1) Dont à moins d'un an	136 252	132 040	
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP			
ENGAGEMENTS DONNES			

Compte de Résultat

Etat exprimé en euros

		31/12/2019	31/12/2018
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises, de produits fabriqués	802 461	855 786
	Prestations de services	37 406	25 494
	Productions stockée		
	Production immobilisée		
	Subventions d'exploitation		
	Dons		
	Cotisations	599 537	580 242
	Legs et donations		
	Autres produits de gestion courante	34 128	76 859
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges	1 327	39 611
	Autres produits		
	Total des produits d'exploitation	1 474 859	1 577 992
	CHARGES D'EXPLOITATION	Achats	350
Variation de stock			
Autres achats et charges externes		900 495	979 347
Impôts, taxes et versements assimilés		11 379	11 581
Rémunération du personnel		339 631	385 706
Charges sociales		163 122	188 548
Subventions accordées par le syndicat		35 000	31 150
Dotation aux amortissements et dépréciations		11 773	9 084
Dotation aux provisions		6 212	1 358
Autres charges		1	
Total des charges d'exploitation		1 467 963	1 607 832
1 - RESULTAT COURANT NON FINANCIER		6 896	(29 839)
Produits financiers	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		3 242
	Intérêts et produits financiers	5 359	18 913
	Dotation aux amortissements et aux dépréciations	10 725	374
	Intérêts et charges financières		
Charges financières	2 - RESULTAT FINANCIER	(5 366)	21 781
	3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (1 + 2)	1 530	(8 059)
Produits exceptionnels	Produits exceptionnels	3 175	5 992
	Charges exceptionnelles		693
	4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL	3 175	5 299
Charges exceptionnelles	Impôts sur les sociétés	808	986
	(+) Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs		
	(-) Engagements à réaliser sur ressources affectées		
	TOTAL DES PRODUITS	1 483 393	1 606 139
TOTAL DES CHARGES	1 479 496	1 609 885	
EXCEDENT ou DEFICIT		3 897	(3 746)
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	PRODUITS		
	Bénévolat		
	Prestations en nature		
	Dons en nature		
	CHARGES		
	Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services			
Personnel bénévole			

Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/12/2019			31/12/2018
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Concessions brevets droits similaires	37 450	30 935	6 515	162
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles				9 647
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques, mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	83 899	69 086	14 814	17 592
	Immobilisations grevées de droits				
Immobilisations en cours					
Avances et acomptes					
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)					
Participations évaluées selon mise en équival.					
Autres participations	37 500	8 861	28 639	37 500	
Créances rattachées à des participations	1 664		1 664	1 664	
Autres titres immobilisés	30		30	30	
Prêts -	102 275		102 275	3 700	
Autres immobilisations financières					
	TOTAL (I)	262 819	108 881	153 938	70 295
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances usagers et comptes rattachés	102 352	10 046	92 305	155 142
	Autres créances	25 633		25 633	32 828
Valeurs mobilières de placement	3 007 302	2 238	3 005 064	3 012 826	
Disponibilités	733 929		733 929	790 432	
Charges constatées d'avance	62 075		62 075	4 212	
	TOTAL (II)	3 931 291	12 285	3 919 006	3 995 440
COMPTES DE REGULARISATION	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
	TOTAL ACTIF	4 194 110	121 166	4 072 944	4 065 735
	(1) dont droit au bail				
	(2) dont à moins d'un an			103 939	3 314
	(3) dont à plus d'un an				
ENGAGEMENTS RECUS					
Legs nets à réaliser : - acceptés par les organes statutairement compétents			- autorisés par l'organisme de tutelle		
Dons en nature restant à vendre					

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

31/12/2019

31/12/2018

		31/12/2019	31/12/2018
Fonds Syndicaux	Fonds propres		
	Fonds syndicaux sans droit de reprise	3 910 122	3 913 868
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Report à nouveau		
	Résultat de l'exercice	3 897	(3 746)
	Total des fonds propres	3 914 019	3 910 122
	Autres fonds syndicaux		
	Fonds syndicaux avec droit de reprise		
	- Apports		
- Legs et donations			
- Subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables			
Résultats sous contrôle de tiers financeurs			
Droits des propriétaires			
Ecarts de réévaluation			
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables			
Provisions réglementées			
Total des autres fonds syndicaux			
Total des fonds syndicaux	3 914 019	3 910 122	
Provisions			
Provisions pour risques	25 565	19 353	
Provisions pour charges			
Total des provisions	25 565	19 353	
Fonds dédiés			
Sur contributions publiques de financement			
Total des fonds dédiés			
DETTES (1)			
DETTES FINANCIERES			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)			
Emprunts et dettes financières divers			
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
DETTES D'EXPLOITATION			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	56 213	71 161	
Dettes fiscales et sociales	68 666	65 099	
DETTES DIVERSES			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	481		
Autres dettes			
Produits constatés d'avance	8 000		
Total des dettes	133 360	136 260	
Ecarts de conversion passif			
TOTAL PASSIF	4 072 944	4 065 735	
Résultat de l'exercice exprimé en centimes	3 896,67	(3 746,00)	
(1) Dont à moins d'un an	133 360	136 252	
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP			
ENGAGEMENTS DONNES			

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros		31/12/2020	31/12/2019
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	571 733	599 537
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens	873 242	802 461
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	19 328	37 406
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation		
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
		34 128	
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges			1 327
Utilisations des fonds dédiés			
Autres produits	32 144		
Total des produits d'exploitation	1 496 447	1 474 859	
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises	170	350
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	696 946	900 495
	Aides financières	41 400	35 000
	Subvention accordées par l'association		
	Impôts, taxes et versements assimilés	12 416	11 379
	Salaires et traitements	355 255	339 631
	Charges sociales	165 838	163 122
	Dotations aux amortissements et dépréciations	17 819	11 773
	Dotations aux provisions	4 654	6 212
Reports en fonds dédiés			
Autres charges		1	
Total des charges d'exploitation	1 294 498	1 467 963	
RESULTAT D'EXPLOITATION	201 950	6 896	

Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros

31/12/2020

31/12/2019

		31/12/2020	31/12/2019
RESULTAT D'EXPLOITATION		201 950	6 896
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	3 815	5 359
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers		3 815	5 359
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	12 242	10 725
	Intérêts et charges assimilés		
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières		12 242	10 725
RESULTAT FINANCIER		(8 427)	(5 366)
RESULTAT COURANT avant impôts		193 522	1 530
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	4 041	3 175
	Sur opérations en capital		
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total des produits exceptionnels		4 041	3 175
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	7 100	
	Sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total des charges exceptionnelles		7 100	
RESULTAT EXCEPTIONNEL		(3 059)	3 175
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices		594	808
(+) Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs			
(-) Engagements à réaliser sur ressources affectées			
TOTAL DES PRODUITS		1 504 303	1 483 393
TOTAL DES CHARGES		1 314 434	1 479 496
EXCEDENT ou DEFICIT		189 870	3 897
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
TOTAL			
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole			
TOTAL			

Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/12/2020			31/12/2019
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	37 450	34 228	3 222	6 515
	Autres immobilisations incorporelles (1)				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
Constructions					
Installations techniques, mat. et outillage indus.					
Autres immobilisations corporelles	83 899	76 184	7 715	14 814	
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes					
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES					
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)					
Participations évaluées selon mise en équival.					
Autres participations	37 500	19 232	18 268	28 639	
Créances rattachées à des participations	1 664		1 664	1 664	
Autres titres immobilisés	30		30	30	
Prêts	250		250	102 275	
Autres immobilisations financières					
	TOTAL (I)	160 794	129 644	31 150	153 938
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	87 911	17 474	70 437	92 305
	Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	215 558		215 558	25 633	
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	3 010 367	4 109	3 006 259	3 005 064	
DISPONIBILITES	807 293		807 293	733 929	
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	194 954		194 954	62 075
	TOTAL (II)	4 316 085	21 582	4 294 502	3 919 006
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
Primes de remboursement des obligations (IV)					
Ecart de conversion actif (V)					
	TOTAL ACTIF (I à V)	4 476 879	151 227	4 325 652	4 072 944
	(1) dont droit au bail				
	(2) dont à moins d'un an			1 914	103 939
	(3) dont à plus d'un an				

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

31/12/2020

31/12/2019

		31/12/2020	31/12/2019
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	3 914 019	3 910 122
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecart de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
Autres			
Report à nouveau			
Excédent ou déficit de l'exercice	189 870	3 897	
Total des fonds propres (situation nette)	4 103 889	3 914 019	
Fonds propres consommables			
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
Total des autres fonds propres			
Total des fonds propres	4 103 889	3 914 019	
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
Total des fonds reportés et dédiés			
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	30 219	25 565
Total des provisions	30 219	25 565	
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)		
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	90 754	56 213
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	85 229	68 666
DETTES DIVERSES			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes	4 605	481	
Produits constatés d'avance	10 955	8 000	
Total des dettes	191 543	133 360	
Ecart de conversion passif			
TOTAL PASSIF	4 325 652	4 072 944	
Résultat de l'exercice exprimé en centimes	189 869,81	3 896,67	
(1) Dont à moins d'un an	191 543	133 360	
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP			

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

		31/12/2021	31/12/2020
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations Cotisations	633 131	571 733
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens Ventes mses, produits fabriqués	852 952	873 242
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service Prestations de services	12 658	19 328
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation Subventions d'exploitation		
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels Dons	2 164	
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie Legs et donations		
Contributions financières			
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	988		
Utilisations des fonds dédiés			
Autres produits Autres produits	194 056		
Total des produits d'exploitation	1 695 950	1 496 447	
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises	60	170
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	757 112	696 946
	Aides financières Subvention accordées par l'association	57 650	41 400
	Impôts, taxes et versements assimilés	13 245	12 416
	Salaires et traitements	340 474	355 255
	Charges sociales	160 974	165 838
	Dotation aux amortissements et dépréciations	28 144	17 819
	Dotation aux provisions		4 654
	Reports en fonds dédiés		
Autres charges			
Total des charges d'exploitation	1 357 659	1 294 498	
RESULTAT D'EXPLOITATION	338 290	201 950	

Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros

		31/12/2021	31/12/2020
RESULTAT D'EXPLOITATION		338 290	201 950
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	760	3 815
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	27 390	
Total des produits financiers		28 151	3 815
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	8 996	12 242
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières		8 996	12 242
RESULTAT FINANCIER		19 154	(8 427)
RESULTAT COURANT avant impôts		357 445	193 522
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	29	4 041
	Sur opérations en capital		
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total des produits exceptionnels		29	4 041
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	2 211	7 100
	Sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total des charges exceptionnelles		2 211	7 100
RESULTAT EXCEPTIONNEL		(2 183)	(3 059)
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices		138	594
(+) Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs			
(-) Engagements à réaliser sur ressources affectées			
TOTAL DES PRODUITS		1 724 129	1 504 303
TOTAL DES CHARGES		1 369 005	1 314 434
EXCEDENT ou DEFICIT		355 124	189 870
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
TOTAL			
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole			
TOTAL			

Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/12/2021			31/12/2020
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	37 450	37 450		3 222
	Autres immobilisations incorporelles (1)				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques, mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	84 598	80 695	3 903	7 715
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES					
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)					
Participations évaluées selon mise en équival.					
Autres participations	37 500	25 470	12 030	18 268	
Créances rattachées à des participations	1 664		1 664	1 664	
Autres titres immobilisés	30		30	30	
Prêts				250	
Autres immobilisations financières					
	TOTAL (I)	161 243	143 615	17 628	31 150
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	282 942	37 884	245 057	284 112
	Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	1 866		1 866	1 884	
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	933 369	6 867	926 502	3 006 259	
DISPONIBILITES	3 243 388		3 243 388	807 293	
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	196 222		196 222	194 954
	TOTAL (II)	4 657 786	44 751	4 613 034	4 294 502
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
Primes de remboursement des obligations (IV)					
Ecart de conversion actif (V)					
	TOTAL ACTIF (I à V)	4 819 029	188 367	4 630 662	4 325 652
	(1) dont droit au bail				
	(2) dont à moins d'un an			1 664	1 914
	(3) dont à plus d'un an				

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

		31/12/2021	31/12/2020
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	3 953 889	3 914 019
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecart de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité	150 000	
Autres			
Report à nouveau			
Excédent ou déficit de l'exercice	355 124	189 870	
Total des fonds propres (situation nette)	4 459 013	4 103 889	
Fonds propres consommables			
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
Total des autres fonds propres			
Total des fonds propres	4 459 013	4 103 889	
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
Total des fonds reportés et dédiés			
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	29 232	30 219
	Total des provisions	29 232	30 219
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	99	
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	56 206	90 754
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	72 433	85 229
DETTES DIVERSES			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes	2 679	4 605	
Produits constatés d'avance	11 000	10 955	
Total des dettes	142 417	191 543	
Ecarts de conversion passif			
TOTAL PASSIF	4 630 662	4 325 652	
Résultat de l'exercice exprimé en centimes	355 124,25	189 869,81	
(1) Dont à moins d'un an	142 417	191 543	
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	99		



La prévention, c'est ensemble que nous la faisons.

Campagnes de sensibilisation et d'information, ateliers, stages et conseils...

Depuis plus de 20 ans, nous agissons sur les territoires pour rendre nos sociétaires acteurs de leur propre prévention, et les aider à réduire les risques au quotidien.

- Dangers de la route
- Santé et autonomie
- Gestes qui sauvent
- Dangers du quotidien
- Aléas naturels
- Risques nautiques
- Risques cyber
- Argent et éducation budgétaire



La Macif,
c'est **vous.**

Crédit photo : P5 / Photononstop.

MACIF - MUTUELLE ASSURANCE DES COMMERÇANTS ET INDUSTRIELS DE FRANCE ET DES CADRES ET SALARIÉS DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE.
Société d'assurance mutuelle à cotisations variables. Entreprise régie par le Code des assurances. Siège social : 1 rue Jacques Vandier 79000 Niort.